

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Initiative No-Billag 4
La redevance, instrument pour
politiciens mainstream



La Suisse et l'UE 10
Défendre les traditions suisses
contre les pressions de l'UE



Initiative de limitation 14
Le 17 mars prochain, inscrivez-
vous et agissez avec l'UDC!



Tous aux urnes



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 4 mars 2018

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 16 juin
2017 concernant le nouveau régime
financier 2021 ?

Réponse

OUI

Acceptez-vous l'initiative populaire « Oui à
la suppression des redevances radio et
télévision (suppression des redevances
Billag) » ?

Réponse

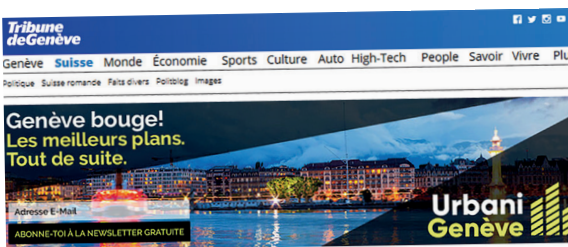
OUI

L'UDC dans les médias



SUISSE
Le port du voile à l'école publique fait débat (Photo d'illustration: Michael Coglian/Flickr/CC BY-SA 2.0)

Valais: l'UDC fait recours contre l'invalidation de son initiative contre le voile à l'école
13.02.2018 par Maurice Page



L'UDC veut gouverner à Obwald

Elections cantonales Les citoyens obwaldiens et nidwaldiens renouvellent leurs autorités le 4 mars prochain. Dans le canton d'Obwald, l'UDC tente de faire son entrée au gouvernement.



PAR JEAN-YVES GABBUD

Réagir à cet article

VOTATIONS CANTONALES DU 4 MARS Les démocrates chrétiens et les démocrates du centre ne veulent pas d'une révision totale de la constitution valaisanne.

Le PDC et l'UDC ont présenté ensemble mercredi leurs arguments contre la révision totale de la constitution valaisanne et contre l'élection d'une



De fausses allégations contre l'initiative de limitation

La récolte des signatures concernant l'initiative pour une immigration modérée qui a été lancée dernièrement, le 16 janvier pour être précis, a déjà provoqué une prise de position pour le moins tranchée de la part de l'Association des industries suisse des machines, Swissmem, qui, dans ce contexte, marche main dans la main avec les syndicats. On peut les comprendre. Les entreprises veulent en effet pouvoir disposer de travailleurs bon marché, et ce, sans restriction aucune. Exactement ce que la libre circulation des personnes leur permet de faire. Quant aux syndicats, ils ont bénéficié de mesures d'accompagnement pour faire face aux problèmes induits par la libre circulation des personnes, comme par exemple le dumping salarial. Ce qui leur permet de gagner pas mal d'argent. Mais le fait qu'ils aient recours à de fausses allégations pour défendre leurs entrées, voilà qui parle en faveur de l'initiative:

- Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2006, l'économie a certes connu une certaine croissance, mais, contrairement à la situation antérieure, la croissance par tête d'habitant est pratiquement nulle. Les adversaires de l'initiative n'en disent mot.
- Le rapport d'évaluation du Conseil fédéral concernant la libre circulation des personnes montre que, surtout au Tessin, les salaires sont sous pression, mesures d'accompagnement ou non. L'UDC empoigne le problème à la racine. Elle entend en effet protéger les salaires en gérant les flux migratoires via la préférence nationale et les contingents.
- Les employeurs ont besoin de travailleurs qualifiés. Mais la libre circulation des personnes n'est pas nécessaire pour cela, contrairement à ce que prétendent les adversaires de l'initiative. Une gestion de l'immigration permet justement de laisser entrer sur le territoire national les travailleurs qualifiés dont l'économie a besoin, mais pas ceux qui ne veulent que profiter de nos œuvres sociales.
- Selon Swissmem, l'abandon des bilatérales I rendrait impossible l'exportation de marchandises. L'UDC ne veut toutefois que supprimer la libre circulation des personnes et non pas le septième accord des bilatérales I. Quoi qu'il en soit, l'accord de libre échange et les règles de l'OMC ne permettent pas à l'UE d'empêcher la Suisse d'accéder au marché.

Ce genre d'allégations, parmi d'autres, avancées par les adversaires de l'initiative de limitation, montre à quel point il est important de poursuivre la récolte des signatures. Merci pour votre soutien!

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national Präsident der SVP Schweiz



L'UDC s'oppose fermement à la croissance du budget de l'Etat et demande depuis de nombreuses années, à la Confédération, un sérieux contrôle des tâches et un plafonnement des dépenses fédérales.

Les citoyens suisses se prononceront le 4 mars sur le renouvellement du régime financier de la Confédération, c'est-à-dire sur le droit de celle-ci de prélever l'impôt fédéral direct (IFD) et la taxe à la valeur ajoutée (TVA). L'UDC recommande le OUI du bout des lèvres, tant certains crédits ont été mal dépensés.

Le nouveau régime financier 2021 prolonge de quinze ans la compétence de la Confédération de percevoir l'IFD ainsi que la TVA. Ces deux impôts représentent à eux seuls environ le 65% de ses recettes. Par ailleurs le projet prévoit d'abroger une disposition transitoire devenue caduque de la loi fédérale sur l'imposition de la bière.

Le but est de permettre à la Confédération de bénéficier jusqu'en 2035 de ses deux principales sources de revenus, la compétence qui est en place arrive à échéance fin 2020. Il serait impossible pour la Confédération de

continuer à assumer les tâches qui lui incombent sans les recettes de l'IFD qui sont de 21 milliards en 2016 et de la TVA de 22,5 milliards, sur un budget total de quelques 71 milliards de francs.

Quand l'exception devient la règle

Un aspect qu'il faut retenir, tient à la survivance de l'impôt fédéral direct, ancien impôt de défense nationale auquel le pouvoir fédéral s'accroche depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les recettes de la Confédération provenaient à l'origine des droits de douane et d'autres impôts indirects, tandis que le prélèvement des impôts directs sur le revenu était réservé aux cantons. Les exceptions n'étaient admises qu'en temps de crise. Dans ce cas, elle est devenue la règle

Le Conseil fédéral dans un premier projet mis en consultation avait proposé de renoncer purement et simplement au caractère temporaire de l'IFD et de la TVA, ce qui aurait permis à

la Confédération de percevoir de façon permanente ces deux impôts. Le résultat de la consultation a toutefois montré que cette proposition ne rallierait pas la majorité du Parlement et surtout pas l'UDC. Ce qui est une exception doit demeurer une exception.

Ne pas donner un chèque en blanc à la Berne fédérale

Limiter dans le temps l'autorisation de percevoir l'IFD et la TVA et politiquement plus avantageux qu'adopter une solution pérennisée. L'UDC vous recommande de dire OUI à ce prolongement, mais ses représentants resteront toujours attentifs à l'utilisation efficiente de l'argent public.

*Jean-Pierre Grin
conseiller national
Pomy (VD)*



La redevance, instrument électoral pour politiciens mainstream



Les élites politiques sont les grands profiteurs de la redevance obligatoire de Billag. Par conséquent, ils rejettent son abolition.

en réalité la garantie de pouvoir occuper du temps d'écran et d'antenne en cours de législature et, plus important encore, en période électorale.

C'est ainsi qu'une petite clique d'élus est mise en avant encore et toujours par les médias, de manière disproportionnée par rapport à l'approbation populaire de leurs propos. C'est ainsi que, lorsque l'UDC lance la récolte de signatures pour une nouvelle initiative, la radio d'Etat invite deux opposants pour débattre des raisons de refuser ce texte, plutôt que de donner d'entrée la chance aux initiants d'expliquer leur projet. C'est ainsi que la matinale RTS invite 3,5 fois plus d'élus PS/Verts que d'élus UDC dans ses émissions.

En contrepartie, bien entendu, les élus s'assurent de ne jamais baisser les entrées financières des médias concessionnés et évitent d'être trop regardants sur la gestion de ces derniers.

par Yohan Ziehli, président des Jeunes UDC Vaud, La Tour-de-Peilz (VD)

La campagne relative à l'initiative No Billag relève d'un vrai duel entre David et Goliath, tant du point de vue financier que médiatique. Un autre déséquilibre patent est celui des politiciens qui s'engagent pour un camp ou l'autre. En effet, si quelques rares élus osent s'afficher en faveur du OUI, ils sont très nombreux à prêter leur image à la campagne du NON.

Comment se fait-il que ce sujet qui polarise tant les électeurs pose un tel déséquilibre au sein de la classe politique? En d'autres termes, pourquoi les citoyens, qui élisent pourtant leurs représentants, ne sont-ils vraisemblablement plus représentés fidèlement sur ce sujet?

Au PLR, par exemple, plus d'un tiers des électeurs annonce vouloir glisser un OUI dans l'urne alors qu'aucun élu ou presque ne prône cette position. Une proportion plus ou moins importante soutient également l'initiative dans tous les autres partis, y compris à gauche.

Vient donc à se poser la question de l'intérêt personnel des politiciens, dont un nombre certain doit sa survie politique, ou tout du moins sa stabilité, à sa présence médiatique gracieusement offerte par les contribuables.

La « diversité des opinions » telle qu'elle est défendue par le monde politique, bien plus que par le peuple souverain, prend alors un tout autre sens et traduit

Dans une SSR où 70% des journalistes se revendiquent de gauche, nous ne sommes plus étonnés de voir ces stratagèmes douteux. Et nous ne sommes pas non plus étonnés que des politiciens qui bénéficient d'une telle tribune aux frais des citoyens tiennent à préserver leur part du gâteau de la redevance.

La redevance est-elle réellement la garante de médias de qualité qui protègent la diversité des opinions et la cohésion nationale, ou est-elle devenue l'outil financier permettant la réélection d'une caste établie et défendue par le monopole étatique?

Ce qui est sûr, c'est qu'avec No Billag, nous ne serons plus contraints de financer des médias qui se battent activement contre nos valeurs.

Libérer la démocratie de toute orientation partisane

La Suisse est une patiente construction de l'histoire réunissant des hommes et des femmes ayant choisi de lier leur destin. Etre suisse, ce n'est pas écouter la radio ou regarder la télévision mais partager des racines communes, des us et coutumes, une histoire, être suisse c'est aimer son pays et vouloir le défendre. Nous sommes patriotes, nous n'avons pas besoin qu'on nous tienne la main pour faire ce dont notre pays a besoin. A l'heure actuelle, nous sommes non seulement dans l'obligation de payer pour un produit dont nous n'avons pas besoin mais concour-



Céline Amaudruz, conseillère nationale (GE)

rons par la redevance à la diffusion d'une idéologie que nous combat-

tons, celle du Parti socialiste. Bien informés, les hommes sont des citoyens; mal informés, ils deviennent des sujets. Supprimer Billag, c'est une démonstration tangible de la confiance que nous plaçons dans le citoyen libre et responsable, apte à prendre ses décisions en toute indépendance, débarrassé des œillères qu'il paie pour n'avoir qu'une vision très partielle et très partielle des choses. Contrairement à ce que prétendent les partisans de Billag, c'est bien sa suppression qui est essentielle à la démocratie, une démocratie libérée de toute orientation partisane.

Service public sans arnaque Billag !

OUI SSR:

No Billag OUI



no-billag-oui.ch

PUB



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

MARKUS REZZONICO

SVP-Delegierter Kanton Solothurn
AUNS-Mitglied

Mobile: 079 332 61 61

markus.rezzonico@dietschi.ch

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG

Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

**VOTRE ANNONCE DANS
FRANC-PARLER**

Jusqu'à 15% de rabais possible.
Plus de 60'000 lecteurs en Suisse
allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant
le **031 300 58 58** ou par e-mail à
franc-parler@udc.ch.

6 Assemblée des délégués



350 délégués de toute la Suisse ont assisté à la dernière assemblée des délégués à Confignon (GE).

OUI à la liberté médiatique, OUI à No-Billag!

Le 27 janvier, pas moins de 350 participants de toute la Suisse se sont réunis à Confignon pour participer à l'Assemblée des délégués de l'UDC Suisse afin de parler de la diversité et de liberté des médias en Suisse ainsi que du rôle du service public. A l'issue des discussions, les délégués ont décidé de soutenir l'initiative No-Billag.

Au début de l'assemblée, notre conseiller fédéral Guy Parmelin, chef du DDPS, a exposé de manière percutante la situation actuelle en matière de politique de sécurité. A l'avenir, l'armée de milice continuera à jouer un rôle central dans la sécurité de notre pays neutre et indépendant ainsi que de sa population.

Les conseillers nationaux Yves Nidegger, avocat, Roger Köppel, éditeur et rédacteur en chef de

Die Weltwoche et Jean-François Rime, président de l'USAM ont, tour à tour, pris la parole pour évoquer l'importance d'une presse aux opinions diversifiées et enfin libérée de l'emprise de l'Etat afin d'assurer un service public de qualité. La sauvegarde de notre démocratie directe en dépend car sans une pluralité des opinions, la démocratie est en danger.

Les délégués de l'UDC avaient ainsi

pu se faire une idée très précise des enjeux de la liberté médiatique et du service public avant de suivre deux exposés contradictoires, dont celui de Céline Amaudruz, conseillère nationale et vice-présidente du parti, afin que chaque avis soit représenté, sur l'initiative No-Billag. A l'issue de ce débat et après une discussion intense et nourrie parmi les délégués, l'UDC Suisse a décidé par 239 voix contre 17 et 5 abstentions de soutenir l'initiative No-



Jean-François Rime, conseiller national (président de l'USAM)

Jean-François Rime: « En puisant dans les milliards de francs du fonds des redevances, on a tenu à distance la concurrence pour ensuite, à partir de 2007, la maintenir dans la dépendance au nom de la répartition des quotes-parts de la redevance. Aujourd'hui, dans la campagne de votation concernant l'initiative No Billag, la SSR utilise comme feuilles de vigne les stations de radio et les chaînes de télévision privées. De la somme de 1,35 milliard de francs que Billag prélève chaque année sur le compte du peuple et des PME, plus de 1,2 milliard de francs, soit plus de 90%, vont directement à la SSR. Dépendants de la manne de la SSR, les émetteurs privés ne reçoivent que des miettes et sont aujourd'hui à la merci du mastodonte qu'elle est devenue. Et ce Moloch, la SSR, ne perd rien de son appétit. Stimulé notamment par la forte immigration en Suisse, les deniers publics sont allés gonfler les caisses de la chaîne publique. Selon les calculs d'Urs Meister, économiste chargé de cours à l'Université de Zurich, la SSR a engrangé 142 millions de francs de plus en 2015 qu'au tournant du millénaire. Lorsqu'il y a beaucoup de ménages, les



Yves Nidegger, conseiller national (avocat)

ponctions sont plus rentables. Pourtant, au lieu que la population bénéficie d'un allègement et que les impôts diminuent, la rapacité ne cesse d'augmenter. »

Yves Nidegger: « En Suisse, le peuple dont les pouvoirs institués sont une émanation, peut même reprendre lorsqu'il le juge nécessaire les compétences législatives qu'il confie au parlement, soit en détruisant une nouvelle loi par un référendum, soit en posant un nouveau cadre aux lois par une initiative constitutionnelle. Chez nos voisins, le leadership est volontiers personnel et rendu visible par une mise en scène médiatisée. Le leadership suisse lui est invisible car il est collectif. On pourrait le croire moins fort mais c'est le contraire qui est vrai. Aucun des très médiatisés leaders européens n'a été capable de protéger la souveraineté nationale contre les appétits de l'UE, par exemple, alors que l'invisible leadership collectif suisse, le peuple armé de la démocratie directe, y est parvenu, jusqu'à aujourd'hui. Un leader puissant doit disposer d'un bon réseau d'information. C'est pourquoi, les journalistes assistent aux audiences des tribunaux, aux délibérations des parle-



Céline Amaudruz, conseillère nationale (vice-présidente de l'UDC)

ments et confrontent les déclarations des exécutifs aux réalités découvertes par leurs propres enquêtes sur l'activité de l'Etat. Et ils en font rapport à l'opinion publique, c'est-à-dire au souverain. »

Céline Amaudruz: « On nous explique que la redevance constitue un rouage essentiel de la démocratie puisque par son biais, la SSR fournit les informations nécessaires à la formation de l'opinion. Pareille conception relève presque de l'insulte envers les citoyens libres et responsables que nous sommes. Forts d'une tradition démocratique de plus de sept siècles, sommes-nous vraiment clients captifs de journalistes qui seuls seraient à même d'analyser faits et situations pour nous dire ce qu'il faut en penser. On retrouve bien là l'arrogance traditionnelle des élites qui s'estiment à même de guider le peuple forcément fruste et inculte sur les chemins du bonheur. N'en déplaise aux tenants de cette vision des choses, nous sommes parfaitement capables d'aller chercher les informations dont nous avons besoin là où elles se trouvent, c'est même un devoir civique d'élargir l'opinion que nous offre Billag. »

«La Suisse sur la vo



Cette année encore, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a évoqué les thèmes clés de l'avenir de la Suisse dans son discours traditionnel sur l'Albisgüetli.

par Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, Herrliberg (ZH)

Lors de la 30ème édition de l'Albisgüetli, Christoph Blocher a tenu un discours engagé sur les valeurs qui ont présidé à l'élaboration de la Constitution fédérale de 1848. A cette époque déjà, il fallait que des citoyens libres luttent contre des élites prêtes à échanger la liberté contre la servitude.

Extraits du discours de Christoph Blocher (discours complet disponible sur www.blocher.ch)

Chaque génération doit recommencer le combat pour la liberté. Au XIXe siècle déjà, les puissances européennes refusaient d'admettre que la Suisse se donne une Constitution fédérale libérale. En vérité, la Constitution fédérale libérale de 1848 a déployé ses effets bénéfiques au fil des ans. Elle garantissait l'indépendance de la Suisse, les droits démocratiques et économiques, une économie de marché ouverte au monde.

Il en était ainsi en 1848, lorsque la Confédération a eu le courage de se transformer, contre la volonté

des Etats voisins, en un Etat fédéral libéral et démocratique. Tous les pays voisins ont menacé et fait pression sur la Suisse afin que celle-ci ne devienne pas un cas particulier au cœur de l'Europe. Mais le père de la Constitution fédérale, le futur conseiller fédéral Ulrich Ochsenbein a réagi par les paroles suivantes: "Et si l'invraisemblable devait se produire, si une immixtion étrangère dans les affaires intérieures de la Confédération devait être tentée, alors le monde doit savoir que la Suisse, forte de son droit et grande des sympathies qu'elle éveille parmi les peuples libres et se battant

ie de la servitude»



Lors de son discours, Christoph Blocher était très en verve pour défendre la Suisse.

pour leur liberté, saura se défendre fermement et se sacrifier jusqu'à la dernière goutte de sang. « Si seulement des hommes et des femmes de la trempe d'Ochsenbein gouvernaient aujourd'hui ! Ils n'auraient pas échangé des baisers ! »

Les élites politiques n'ont jamais digéré le vote sur l'EEE

Il y a 25 ans, en 1992, la liberté de notre pays était une fois de plus gravement mise à l'épreuve. Presque toute l'élite politique se pressait vers l'Espace économique européen (EEE). Un projet inacceptable pour l'UDC. Ce combat a aussi provoqué une scission avec les autres partis de droite qui, d'entente avec la gauche, se préparaient à abandonner la Suisse. Mais le 6 décembre 1992 les Suissesses et les Suisses ont refusé l'adhésion à l'EEE avec une participation de près de 80%!

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Un constat clair et net s'impose: les élites politiques n'ont jamais accepté le vote du peuple de 1992. Il leur fallait contourner l'obstacle principal sur la voie de l'adhésion à l'UE, c'est-à-dire la volonté populaire. Ils sont même allés jusqu'à violer la Constitution fédérale et à faire l'exact contraire de ce que prescrit celle-ci. Depuis quelques années,

les trois pouvoirs de l'Etat écartent le droit de vote des citoyennes et des citoyens en plaçant le droit international au-dessus du droit national créé par le peuple et les cantons.

L'escroquerie est la nouvelle règle Manipuler une votation populaire avec des mensonges, des faux témoignages et des pronostics erronés est une chose, mais que faire si le peuple vote tout de même autrement que le veut la majorité des politiciens? On a tout simplement tenté de ne pas appliquer la Constitution fédérale, comme ce fut le cas avec l'initiative contre l'immigration de masse. L'escroquerie constitutionnelle est devenue une règle de travail.

C'est une affaire unique que de voir se liguer les trois pouvoirs de l'Etat – le pouvoir exécutif, le pouvoir

législatif et le pouvoir judiciaire – pour priver les citoyens de leurs

« **Le monde doit savoir que la Suisse, forte de son droit et grande des sympathies qu'elle éveille parmi les peuples libres et se battant pour leur liberté, saura se défendre fermement.** »

droits démocratiques.

L'UDC est décidée à combattre ce coup d'Etat. Nous prendrons le juste chemin en commençant par le Parlement et, si nous y sommes mis en minorité, nous agirons avec le peuple et par le peuple! Dans tous les Etats du monde, la constitution nationale est prioritaire par rapport au droit national. Pourquoi la Suisse



Le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du Département des affaires étrangères (DFAE), chante l'hymne national lors de la 30e réunion d'Albisgüetli. Il a été invité par l'UDC.



Le Parlement européen veut priver la Suisse de ses traditions et soumettre notre pays à l'UE.

NON au dictat de l'UE !

par le conseiller national, Jean-Luc Addor, vice-président de PROTELL, Savièse (VS)

Cédant une fois de plus aux pressions de l'UE, le Conseil fédéral veut réviser la loi sur les armes. Une motion UDC cosignée par 92 conseillers nationaux lui demandait de ne pas reprendre la nouvelle directive européenne ? Il n'en a fait aucun cas, proposant un durcissement spectaculaire des conditions d'acquisition et de détention d'armes à feu.

Parmi les tireurs, collectionneurs, chasseurs et citoyens-soldats, même de la part de certains cantons, c'est la levée de boucliers, heureusement soutenue par l'UDC (même si nous nous retrouvons une fois de plus bien seuls). C'est que les mesures imposées par l'UE n'apportent aucune plus-value à la lutte contre le terrorisme et l'utilisation abusive d'armes. Au contraire, elles manquent leur cible. Car

les attentats qui servent de prétexte à cette opération ont tous été commis par des détenteurs d'armes illégales. Ce durcissement ne nous protégera pas mieux contre des terroristes qui se moquent des lois et s'approvisionnent au marché noir ; il ne frappera que les



Attaquer les valeurs de la Suisse c'est s'en prendre à nos valeurs !

citoyens honnêtes détenteurs d'armes légales, nous donc. Ce qui est en jeu, ce n'est donc pas la sécurité publique,

mais l'étendue de nos droits et de nos libertés, que l'UE veut nous obliger à réduire massivement ; ce sont aussi des traditions ancestrales et notre armée de milice.

PROTELL, avec d'autres défenseurs d'un droit libéral sur les armes, demande au Conseil fédéral de dire à l'UE la réalité : le droit suisse en vigueur suffit largement à garantir la sécurité publique. Les Tchèques ont dit non en saisissant la Cour de Justice de l'UE. Pourquoi pas nous, avec nos armes démocratiques ? A défaut, c'est au Parlement qu'il reviendra d'assumer son rôle de garant de nos droits et de nos libertés. Et si le Parlement, lui aussi, flanche, alors nous aurons encore la possibilité de montrer que dans ce pays, c'est encore le peuple qui commande, pas les commissaires de Bruxelles !

Le début du succès et d'une année de célébration

Le discours de Rudolf Minger au Bierhübeli marque le début d'un beau parcours. Fondée il y a cent ans, l'UDC du canton de Berne, alors PAB, est vite devenue le plus fort parti du canton grâce à son adage : « Garder ce qui est bon et être ouvert à de bonnes nouveautés »

L'UDC bernoise est fière de ses racines en tant que parti des paysans, des artisans et des bourgeois (PAB). Restée fidèle à ses origines, elle s'est toujours renouvelée et est ainsi sortie renforcée de situations de crise.

Les secrets de sa réussite sont une structure solide, une culture de discussion démocratique et un marketing honnête et engagé. L'UDC du canton de Berne compte aujourd'hui 230 sections et est le plus fort parti du canton avec 15'000 membres affiliés ; le président et le secrétaire général de l'UDC suisse ainsi que plusieurs juges fédéraux sortent de ses

« Rudolf Minger était non seulement le premier président, mais aussi le premier conseiller fédéral du parti. »

rangs ; elle est aussi le parti le plus fort à tous les niveaux de l'exécutif et du législatif en passant par la justice aussi bien dans les régions rurales que dans l'agglomération.

Le jubilé du discours au Bierhübeli marque le début d'une année festive pour l'UDC du canton de Berne avec de nombreuses activités, notamment sur la Toile. Le site Minger a fait



La direction du parti de l'UDC Berne s'est réunie à la Bierhübeli, sous le regard du conseiller fédéral Rudolf Minger, fondateur de l'UDC Berne, dont le portrait est suspendu au mur.

l'objet d'une cure de jouvence, car la personnalité du fondateur continue à fasciner, à l'exemple du succès d'une nouvelle biographie parue récemment. Un court-métrage donne un clin d'œil rétrospectif sur l'histoire du parti. Une bière spéciale marque aussi les 100 ans de l'UDC du canton de Berne ainsi que de nombreux événements festifs dans

les sections. Et le point d'orgue de cette année du centenaire, la grande fête du parti le 10 mars 2018 à Schüpfen.

Werner Salzmann
conseiller national,
Mülchi (BE)



Invitation à la célébration du jubilé de l'UDC Berne

Le 10 mars 2018 à partir de 13h45
dans la salle de sport de Schüpfen

Entrée gratuite

Plus d'informations: www.svp-bern.ch
Inscription: sekretariat@svp-bern.ch



LA NOUVELLE JAGUAR E-PACE BEAUTIFUL FAST CARS.



La nouvelle E-PACE associe avec maestria les caractéristiques typiques de JAGUAR. La vision de Sir William Lyons, fondateur de JAGUAR, fonctionne en parfaite harmonie avec les éléments techniques et le design des JAGUAR actuelles et futures.

Découvrez-la à l'occasion d'une course d'essai chez votre spécialiste JAGUAR.
JAGUAR E-PACE à partir de CHF 39'500.-.

jaguar.ch

THE ART OF PERFORMANCE

E-PACE 2.0 Diesel, man., 150 ch (110 kW), consommation mixte: 4.9 l/100 km, 129 g CO₂/km, équivalent essence 5.6 l/100 km, émissions de CO₂ issues de la production de carburant: 22 g CO₂/km, catégorie de rendement énergétique: B, prix de vente net recommandé CHF 39'500.-. Modèle illustré: E-PACE R-Dynamic 2.0 Diesel, man., 150 ch (110 kW), consommation mixte: 4.9 l/100 km, 129 g CO₂/km, équivalent essence 5.6 l/100 km, émissions de CO₂ issues de la production de carburant: 22 g CO₂/km, catégorie de rendement énergétique: B, prix de vente net recommandé CHF 45'300.-. Moyenne de tous les véhicules neufs proposés en Suisse: 133 g CO₂/km.

Grâce à l'UE les syndicats gagnent des millions

par Jean-François Rime, conseiller national, Bulle (FR)

Le marché du travail libéral de la Suisse n'est bientôt plus qu'un mythe. Un salarié sur deux de Suisse est soumis à une convention collective de travail, un sur trois à une réglementation du salaire minimal, un sur quatre à une convention collective de travail imposé à une branche complète. Les principaux profiteurs de ce système sont les syndicats qui exploitent sans vergogne les CCT pour accroître leur pouvoir et remplir leurs caisses.

Le niveau salarial étant beaucoup plus élevé en Suisse qu'à l'étranger, la politique cherchait à protéger la Suisse contre une pression sur les salaires. La gauche a réussi à imposer les dites mesures d'accompagnement. Il en a résulté un lourd appareil de surveillance étatique, un pouvoir disproportionné des syndicats ainsi que des conventions collectives de travail ayant force obligatoire et imposant des salaires et conditions de travail "suisses". Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le nombre de conventions collectives de travail (CCT) a presque doublé: un salarié sur deux est aujourd'hui soumis à une CCT, un sur trois à une réglementation du salaire minimal et un sur quatre à une CCT ayant force obligatoire.

Les CCT rapportent des millions aux syndicats et associations professionnelles



Lors de la conférence de presse du 30 janvier 2018: le conseiller national Jean-François Rime, le président du groupe Thomas Aeschi, la conseillère nationale Magdalena Martullo et le vice-président d'ASTAG Jean-Daniel Faucherre présentent leurs revendications pour un marché du travail libéral.

Les CCT apportent aux syndicats non seulement de l'influence et du pouvoir, mais aussi beaucoup d'argent. Elles fonctionnent comme de véritables "pompes à fric" pour les caisses syndicales. Les salariés et les employeurs sont en effet contraints de verser des "contributions de solidarité" qui finissent dans les caisses des syndicats et des associations professionnelles. Il s'agit de dizaines de millions de francs. Cette somme atteint près de 50 millions de francs dans le secteur du bâtiment dont 10 millions vont directement aux syndicats et associations patronales au titre des "contributions pour l'exécution des CTT". Les syndicats sont les véritables gagnants de cette situation alors que leurs effectifs n'ont cessé de baisser au point qu'ils représentent à peine 15% des salariés. Et comme si cela ne suffisait pas, ils

tiennent diverses caisses de chômage et tirent donc de l'argent pour chaque chômeur supplémentaire. A elle seule, la caisse de chômage UNIA annonce des charges administratives pour plus de 50 millions de francs par an.

Que faut-il faire?

La libre circulation des personnes doit être renégociée et, si nécessaire, abrogée. C'est pour cette raison que l'UDC a lancé son initiative de limitation. Elle entraînera la suppression des mesures d'accompagnement et redonnera à la Suisse les moyens de gérer et de limiter de manière autonome l'immigration sur son territoire en tenant compte des besoins d'un marché du travail libéral et de la main-d'œuvre disponible sur place. Il faut en outre empêcher que les quorums pour la déclaration de force obligatoire de conventions collectives de travail soient abaissés et que la validité des CCT soit étendue au-delà d'une branche. Les autres représentants des salariés – et non seulement les syndicats et en particulier l'UNIA – doivent être renforcés de sorte que les syndicats ne puissent plus s'imposer injustement comme représentants uniques des salariés. En outre, il faut examiner la possibilité d'étendre le droit des cartels au marché du travail.

Dans la construction, le taux de chômage des étrangers est tout juste inférieur à 10%. Il a augmenté depuis l'introduction des mesures d'accompagnement. Dans le Valais, le chômage total dans la construction est maintenant de 25%.



Pourquoi signer l'initiative de limitation?



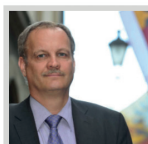
Jean-Luc Addor
AVOCAT
SAVIÈSE (VS)

" La libre circulation nous empêche de gérer notre immigration de manière autonome. Le moment est donc venu d'en finir avec elle.



Emmylou Maillard
MATURITÉ EN SCIENCES
VALLORBE (VD)

" Je soutiens l'initiative, car la Suisse est indépendante et le peuple est souverain, il est donc dans notre droit de stopper les excès liés à l'immigration.



Eric Bertinat
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
GENÈVE (GE)

" Nous devons protéger activement l'emploi pour les nôtres et non pour les autres. Signez l'initiative pour imposez aux autorités ce choix !



Virna Conti
ETUDIANTE EN DROIT
BELLEVUE (GE)

" Il est temps que la Suisse contrôle et limite l'immigration qui aujourd'hui menace notre liberté, sécurité et surtout notre prospérité



Arthur Petit
CONSEILLER FINANCIER
ROLLE (VD)

" Il est grand temps de reprendre en main la gestion de notre immigration. Montrons à Bruxelles que le peuple suisse est libre et indépendant



Vincent Rollier
GESTIONNAIRE DE COMMERCE
NEUCHÂTEL (NE)

" Je signe l'initiative car c'est une initiative qui maintient l'indépendance et la neutralité de notre pays

Les témoignages sont sur
www.initiative-de-limitation.ch



*Participer
activement*

Écrivez votre témoignage en ligne!

Allez sur le site
www.initiative-de-limitation.ch/

1



**Ecrivez votre
témoignage**

2

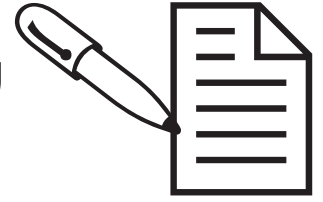


**Partagez votre
témoignage
sur Facebook**

3



Le 17 mars prochain, agissez avec l'UDC !



Nous, membres de l'UDC, ne voulons pas d'une Suisse de 10 millions d'habitants ! Pourtant, à cause de l'immigration de masse démesurée, une Suisse de 10 millions d'habitants sera peut-être une réalité dans 15 ans. Un seul moyen pour nous y opposer: faire signer notre initiative de limitation. Le 17 mars prochain, l'UDC organise une grande journée de récolte de signatures. Annoncez-vous auprès de nous et agissez dans votre section locale ou régionale. L'UDC compte sur vous !

Journée fédérale de récolte des signatures !

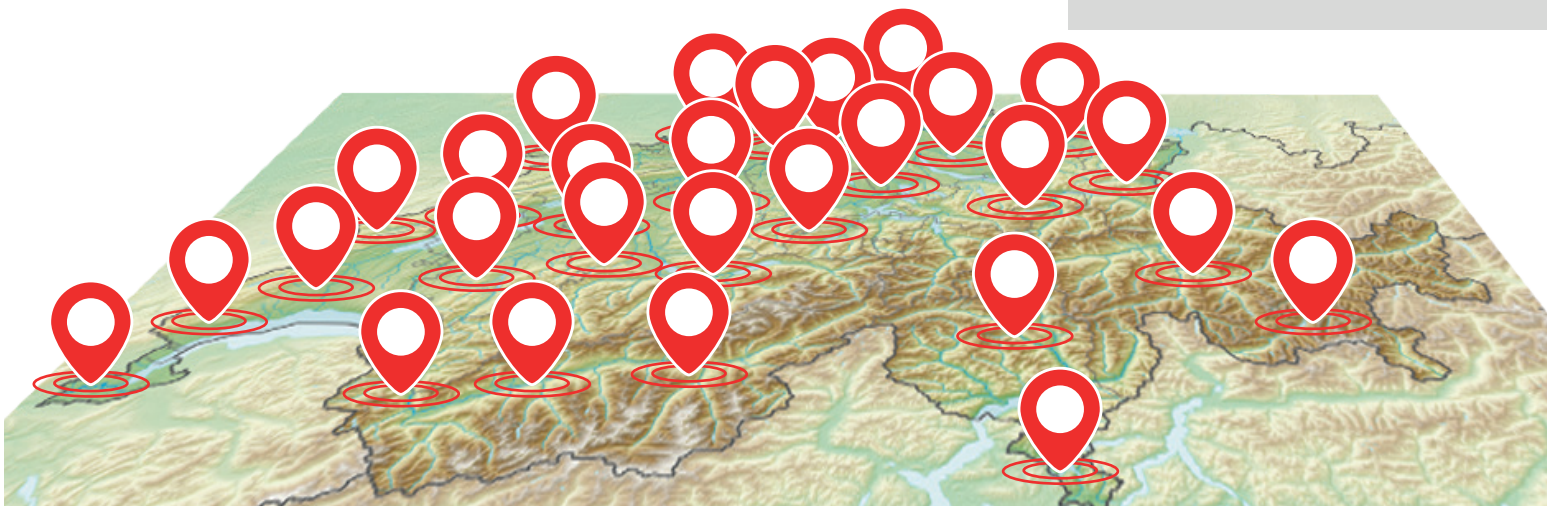
ANNONCEZ VOUS - PARTICIPEZ À LA RÉCOLTE - AGISSEZ AVEC L'UDC

OUI, Je veux agir avec l'UDC ! Comment faire ?

1. Annoncez-vous à votre section locale ou cantonale pour savoir où et à quelle heure se tient la récolte de signatures le **samedi 17 mars 2018**.
2. Rendez-vous au point de contact. Les responsables de l'UDC dans votre région vous remettront les feuilles de signatures et le matériel nécessaire. **Ils vous aideront à devenir un récolteur efficace par leurs conseils.**
3. Faites aussi signer vos proches et amis. **Ces signatures sont faciles à récolter.**
4. Postez votre témoignage en ligne, **comme indiqué sur la page ci-contre.**

Partout en Suisse, l'UDC tiendra des stands et récoltera des signatures. Aidez-nous et agissez avec nous.

En cas de problème pour atteindre votre section ou en cas de question, contactez l'UDC Suisse au **031 300 58 58** ou à **info@svp.ch**



LE BON SENS TERRIEN À FRIBOURG



Liste

5

RUEDI SCHLÄFLI

au Conseil d'Etat

Ruedi Schläfli est un **homme de la terre pragmatique, entrepreneur réfléchi, politicien engagé, un vrai Fribourgeois, bilingue, ouvert et fidèle à ses convictions**. Un homme comme nous aimerions en avoir pour conduire notre canton, pour protéger notre agriculture et notre environnement, pour défendre nos institutions, pour dynamiser nos PME, pour encourager notre jeunesse !

Les quelque 300 fêtes de lutte, la quinzaine de couronnes et la cinquantaine de palmes ont forgé le caractère de Ruedi Schläfli: sportif d'élite puis chef technique de 600 lutteurs durant 15 ans; **un homme qui sait**

ce qu'est le respect, la loyauté, le fair-play, l'esprit d'équipe.

Autant de qualités humaines dont notre candidat saura faire profiter le Collège de notre Gouvernement cantonal. Voilà pourquoi, pour cette élection complémentaire, Ruedi Schläfli est le juste candidat !

Ces défis, Ruedi Schläfli est prêt et apte à les relever. Avec votre appui, votre voix. Alors, vous êtes invité-e-s chaleureusement, le 4 mars prochain, à voter – et à faire voter – **Ruedi Schläfli, liste UDC no 5.**

**AGRICULTEUR
APICULTEUR
COACH SPORTIF
DÉPUTÉ**

Naissance
01.10.1974

Etat civil
Marié (2 enfants)

Président UDC FR
(depuis 2017)

Membre de la Commission
de l'agriculture du
canton de Fribourg

Membre de la commission
du Marché-Concours
des taureaux de Bulle

GRAND CONSEIL
(depuis 2011)

Membre de la commission
des naturalisations

Commission des grâces,
Vice-président
(2011-2016)

facebook

www.ruedischläfli.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Patrice Piquerez | Crédit images: Schweizer Parlament, Wikipedia, UDC Suisse